

UN RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

L'ONU condamne le mur israélien



Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, établit dans un rapport que la « barrière » israélienne aura des conséquences importantes pour l'avenir en raison de l'ampleur des travaux et de la superficie des terres réquisitionnées. Ainsi, elle permettra d'annexer 16,6 % de la Cisjordanie où vivent légalement 237 000 Palestiniens et illégalement 320 000 colons. Elle devrait aussi réduire de 45 % la production agricole de Cisjordanie. Après les études des rapporteurs spéciaux Jean Ziegler sur l'usage de l'arme alimentaire dans les territoires occupés et John Dugard sur la finalité de la « barrière » comme « mur de conquête », ce rapport constitue une nouvelle condamnation par la communauté internationale de la politique coloniale d'Israël.

page 2

Ultime plan de paix pour la solution à deux États

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les négociateurs

israélien et palestinien de l'Accord de Genève, Yossi Beilin et Yasir Abed Rabbo, présentent le plan de paix. Leur idée principale est de garantir la sécurité d'Israël en créant un État palestinien démilitarisé. Ils prennent acte du *statu quo*, de la colonisation israélienne dans les limites de la Ligne verte et de l'impossibilité du droit au retour des Palestiniens. L'historien Ze'ev Sternhall voit dans cet accord l'ultime possibilité de réaliser la solution à deux États.

page 9

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ **Le Pentagone active sa diplomatie officielle pour relancer la Feuille de route**

■ **La cérémonie de ratification des Accords de Genève divise l'Autorité palestinienne**

■ **Le roi Abdullah de Jordanie se fera l'écho à Washington des revendications palestiniennes**

■ **Les négociateurs israéliens et palestiniens tentent d'organiser une rencontre entre Ariel Sharon et Ahmed Qureih**

■ **Tony Blair pourrait s'engager prochainement en faveur de la Feuille de route**

page 16

CHRONIQUE DE L'EMPIRE PAR THIERRY MEYSSAN

La télé peut-elle prendre le pouvoir ?



Les médias jouent un tel rôle dans la vie politique que les révolutions et coups d'État contemporains commencent toujours par la prise du siège de la télévision. Désignée parfois comme quatrième pouvoir, la presse n'est bien souvent que l'extension de pouvoirs déjà en place. L'intoxication du public et la falsifications des faits atteignent actuellement des sommets au Venezuela où le groupe de presse du milliardaire Gustavo Cisneros cherche à déstabiliser la présidence d'Hugo Chavez. De retour de Caracas, Thierry Meyssan relate comment un consortium de presse s'apprête à renverser un président élu.

page 5

LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Communiqué de l'office fédéral de Justice suisse sur la réhabilitation des résistants au nazisme ■ Déclaration du ministre russe des Affaires étrangères à propos de la réhabilitation des nazis en Estonie

page 22

Un rapport du secrétaire général des Nations unies

L'ONU condamne le mur israélien

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, établit dans un rapport que la « barrière » israélienne aura des conséquences importantes pour l'avenir en raison de l'ampleur des travaux et de la superficie des terres réquisitionnées. Ainsi, elle permettra d'annexer 16,6 % de la Cisjordanie où vivent légalement 237 000 Palestiniens et illégalement 320 000 colons. Elle devrait aussi réduire de 45 % la production agricole de Cisjordanie. Après les études des rapporteurs spéciaux Jean Ziegler sur l'usage de l'arme alimentaire dans les territoires occupés et John Dugard sur la finalité de la « barrière » comme « mur de conquête », ce rapport constitue une nouvelle condamnation par la communauté internationale de la politique coloniale d'Israël.



Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a transmis à l'Assemblée générale son **premier rapport** sur la « barrière » construite par Israël dans le territoire palestinien occupé. On se souvient en effet que les Etats-Unis avaient opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité condamnant cette « barrière », mais qu'ils n'avaient pu faire échec à une **résolution** similaire adoptée le 21 octobre 2003 par l'Assemblée générale. Celle-ci intimait à Israël l'ordre de cesser la construction en cours et de démanteler les ensembles déjà construits, elle

enjoignait les parties en conflit de mettre en œuvre la « Feuille de route », et demandait au secrétaire général de présenter un rapport sous un mois.

L'ouvrage en construction est appelé « mur de séparation » par les Palestiniens et « clôture de sécurité » par les Israéliens. Au sens du pacte Briand-Kellog et au regard de l'article 2 de la **Charte des Nations unies**, le rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme, John Dugard, l'a qualifié de « mur de conquête » (**Consulter le rapport sur notre site**). Cependant, dans un souci diplomatique, le secrétaire général le désigne sous le terme neutre de « barrière ».

Le constat établi par le secrétaire général observe que la « barrière » est construite à proximité de la ligne de cessez-le-feu de 1949, dite « Ligne verte », mais qu'en plusieurs endroits elle s'en éloigne de plus de 7,5 kilomètres pour intégrer des colonies en encerclant des agglomérations palestiniennes. Si les travaux devaient être totalement exécutés selon le tracé projeté, la « barrière » s'écartera jusqu'à 22 kilomètres de la Ligne verte. En définitive, la « barrière » annexera une zone de 975 kilomètres carrés (soit 16,6 % de la Cisjordanie) où vivent légalement 237 000 Palestiniens et illégalement 320 000 colons. En outre la « barrière » isole des agglomérations palestiniennes où seront enclavés 160 000 autres Palestiniens.

Certaines de ces enclaves, dites « zones fermées », sont régies par des ordonnances des Forces de défense israéliennes. Si les Israéliens peuvent circuler et résider librement dans ces territoires palestiniens, les Palestiniens doivent disposer d'un nouveau permis de résident pour pouvoir s'y maintenir. À ce jour, la plupart des Palestiniens concernés ont obtenu de tels permis, mais uniquement pour des périodes limitées de un, trois ou six mois. Ces zones fermées ne sont ouvertes pour la circulation des palestiniens que trois fois quinze minutes par jour. Il n'est pas possible pour eux dans ces conditions de sortir de l'agglomération pour exploiter leurs terres. En vertu des ordonnances militaires ou par application de lois héritées de l'empire ottoman, leurs terres peuvent alors leur être confisquées parce que non cultivées. Ils se verront alors supprimer leurs permis de résidents et seront expulsés.



Selon l'ONU, le mur devrait réduire de 45 % la production agricole de Cisjordanie

En Cisjordanie, la « barrière » passe au milieu des terres les plus fertiles. Pour les besoins de la construction, elles ont été réquisitionnées, les cultures détruites et des dizaines de milliers d'arbres arrachés. En définitive, l'ouvrage devrait réduire de 45 % la production agricole de Cisjordanie et accroît d'ores et déjà l'insécurité alimentaire. 25 000 nouvelles personnes ont été prises en charge par le Programme alimentaire mondial pour les sauver de la famine (Voir à ce sujet le [Rapport Ziegler pour l'ONU sur le Droit à l'Alimentation dans les Territoires Palestiniens Occupés](#)).

Au vu de ces éléments, le secrétaire général conclut son rapport en observant

qu'Israël ne se conforme pas à la demande de l'Assemblée générale. Bien que la barrière ait été décrite comme une mesure temporaire, l'ampleur des travaux et la superficie des terres réquisitionnées comportent des conséquences pour l'avenir, poursuit-il. Elle rend « *plus difficile la création d'un État palestinien indépendant, viable et continu, et accroît les souffrances du peuple palestinien* ».

Répondant à ce rapport, le gouvernement Sharon a indiqué, qu'à son point de vue, le préjudice causé était proportionnel aux besoins d'Israël pour mettre fin aux attaques-suicide. Selon lui, la IVe Convention de Genève ne s'applique pas aux territoires palestiniens car ceux-ci n'ont jamais été reconnus comme souverains, la Ligne verte n'a jamais été confirmée par les résolutions de l'ONU, Quand aux Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, ils ne s'appliquent qu'aux citoyens vis-à-vis de leur propre gouvernement en temps de paix. Le gouvernement Sharon affirme donc, contre l'avis de l'Assemblée générale et du secrétaire général, respecter le droit international.

Les documents de référence sont disponibles sur notre site :

- ▶ Rapport du rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, John Dugard, sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël, 8 septembre 2003.
- ▶ Rapport du rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, Jean Ziegler, sur le droit à l'alimentation dans les territoires occupés par Israël, 8 octobre 2003.
- ▶ Compte-rendu de la réunion du Conseil de sécurité relative au mur israélien, 14 octobre 2003.
- ▶ Projet de résolution relatif au mur israélien rejeté par le Conseil de sécurité, 14 octobre 2003.
- ▶ Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU à propos du mur israélien, 21 octobre 2003.
- ▶ Rapport du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, sur les mesures illégales prises par Israël à Jérusalem-Est occupée et dans le reste du territoire palestinien occupé, 24 novembre 2003. _

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

Voltaire est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Chaque semaine, dans sa Chronique de l'Empire, Thierry Meyssan analyse la dérive du régime de George W. Bush et le bouleversement des relations internationales. Tandis que la violence des événements réduit les citoyens au rôle de simples consommateurs du spectacle médiatique, il fait apparaître la cohérence militaire, économique et idéologique de l'Empire global. Loin de l'infotainment et des commentaires consensuels, de la pseudo-objectivité neutraliste et de la fatalité, cette chronique livre un point de vue argumenté et engagé.

CHRONIQUE DE L'EMPIRE

Chronique de l'Empire par Thierry Meyssan

La télé peut-elle prendre le pouvoir ?

Les médias jouent un tel rôle dans la vie politique que les révolutions et coups d'État contemporains commencent toujours par la prise du siège de la télévision. Désignée parfois comme quatrième pouvoir, la presse n'est bien souvent que l'extension de pouvoirs déjà en place. L'intoxication du public et la falsifications des faits atteignent actuellement des sommets au Venezuela où le groupe de presse du milliardaire Gustavo Cisneros cherche à déstabiliser la présidence d'Hugo Chavez. De retour de Caracas, Thierry Meyssan relate comment un consortium de presse s'apprête à renverser un président élu.

Au XVIII^e siècle, Montesquieu démontra qu'il n'est pas de démocratie sans stricte séparation des pouvoirs. L'exécutif, le législatif et le judiciaire doivent toujours veiller à ce qu'aucun n'étende ses compétences et n'instaure sa tyrannie.

Cependant, on décrit parfois la presse comme un « quatrième pouvoir ». C'est évidemment une formule de style qui ne prétend pas placer les journalistes au même rang que les ministres, parlementaires et magistrats, mais qui souligne l'importance de leur rôle dans la vie politique. C'est surtout un moyen de signifier que les trois pouvoirs traditionnels ont perdu toute autorité sur la presse, laquelle se comporte avec une arrogance non dissimulée.

La presse, notamment audiovisuelle, joue désormais un tel rôle dans la vie politique que les révolutions et coups d'État contemporains commencent toujours par la prise du siège de la télévision, souvent avant même que le gouvernement et le Parlement ne soient renversés. En outre, tous les États modernes se dotent d'organes de presse. Ils prétextent que les investissements nécessaires à la création de chaînes de télévision sont si lourds qu'ils ne peuvent être réalisés que par de rares investisseurs et que, dans ces conditions, le marché ne suffit pas à garantir l'expression de la diversité des opinions. Des

télévisions d'État, astreinte à un devoir de neutralité, seraient donc indispensables pour faire vivre les débats démocratiques dans les sociétés contemporaines. Toutefois, si cet argument est logique pour les télévisions, il est malhonnête pour les journaux et plus encore pour les radios qui ne demandent que de très faibles investissements.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas raisonnable, en règle générale, de qualifier la presse de « quatrième pouvoir » dans la mesure où elle n'a aucune autonomie. Malgré les apparences, la presse n'est jamais que l'émanation de pouvoirs déjà existants, soit celui de l'État, soit celui de l'argent. Je ne conteste pas pour autant qu'il puisse exister une presse indépendante, mais ceci est une exception.

Les téléspectateurs états-uniens qui regardent Fox News croient que Saddam Hussein est impliqué dans les attentats du 11 septembre

Depuis quelques années, l'opinion publique s'est inquiétée du rôle de propagande que peuvent jouer des chaînes de télévision. En donnant une information biaisée, voire délibérément mensongère, elles perturbent le jugement des téléspectateurs et influent sur le vote des électeurs. Une récente étude a ainsi montré que les téléspectateurs états-uniens qui s'informent à travers la chaîne de Rupert Murdoch, Fox News, approuvent la guerre en Irak parce qu'ils croient que Saddam Hussein est impliqué dans les attentats du 11 septembre et qu'il détenait cachées des armes de destruction massive que les GI's ont retrouvé depuis (lire à ce sujet notre article *La propagande médiatique est nécessaire*). Il est bien évidemment toujours plaisant de prendre des exemples chez les autres pour ne pas avoir à se remettre en question soi-même ou à critiquer des collègues que l'on rencontre régulièrement. Tout au plus me bornerais-je à choisir un exemple en France en évoquant un cas faisant consensus. Les téléspectateurs de TF1 ont été beaucoup plus sensibles que les autres aux questions de sécurité lors de la dernière élection présidentielle parce qu'ils avaient été matraqués de sujets consacrés à des faits divers, parfois traités de manière abusive pour inspirer la peur.

La presse peut néanmoins devenir un « quatrième pouvoir » comme le montrent les événements actuels au Venezuela. Cet État andin détient, pour son bonheur autant que pour son malheur, d'immenses réserves d'hydrocarbures, au point d'être aujourd'hui le principal fournisseur de pétrole des États-Unis. Or, le président Hugo Chavez, massivement élu par son peuple, conduit une révolution institutionnelle et sociale qu'il a décidé de financer en reprenant le contrôle étatique du pétrole. Du coup, il est devenu l'homme à abattre pour la Maison-Blanche. En avril 2002, la CIA a planifié son renversement non pas par l'armée, mais par la presse. C'est le premier exemple de ce type dans l'Histoire. L'administration Bush s'est appuyée sur le groupe de presse du milliardaire Gustavo Cisneros, ami personnel de longue date de George Bush père. Un faux soulèvement populaire a été mis en scène devant les caméras pour donner une apparence sympathique à un coup d'État.

La réalité fait irruption dans l'actualité virtuelle

Rappelons brièvement les faits, tels qu'ils ont été vus à la télé : un appel à la grève générale est lancé. Une manifestation de dizaines de milliers de personnes réclame la démission du président. Les partisans de Chavez tirent sur la foule. Des militaires indignés arrêtent le président de la République et découvrent qu'il est impliqué dans des affaires criminelles. La Maison-Blanche annonce que les États-Unis n'interviendront pas pour s'opposer à la chute du tyran et demandent son extradition pour le juger comme elles le firent avec le président panaméen, Manuel Noriega. Un gouvernement d'union nationale est créé par le président du patronat avec la bénédiction de l'Église catholique.

Mais soudain, la réalité fait irruption dans cette actualité virtuelle : les vénézuéliens descendent par million dans les rues. L'armée attaque les golpistes et libère le président Chavez au moment où l'avion personnel du patron des télévisions privées, Gustavo Cisneros, venait le chercher en prison pour le transférer aux États-Unis.

Tout ce que le peuple vénézuélien, et le reste du monde, avait vu à la télévision jusque-là était virtuel. Il n'y a jamais eu de grève générale, mais un appel du patronat à paralyser le pays, ce que l'on appelle un lock-out. Il a bien eu une manifestation anti-Chavez, mais beaucoup moins importante qu'on ne l'a prétendu. Ce ne sont pas les partisans de Chavez qui ont tiré sur la foule, mais des policiers qui avaient été corrompus par la CIA pour créer les troubles. L'armée est toujours restée loyale au président, exceptées de petites unités encadrées par la CIA. Enfin, Hugo Chavez n'a jamais été impliqué dans du narcotrafic ou du terrorisme. S'il n'y avait eu un véritable soulèvement populaire pour le libérer, les États-Unis auraient pris le contrôle du pays et nous n'aurions jamais su la réalité.

Cette manipulation aurait pu s'arrêter là. Et Chavez lui-même l'a cru. L'administration Bush s'est en effet lancée alors sur un autre champ de bataille. Elle a cru pouvoir spolier le peuple irakien de son pétrole et s'est donc désintéressée du Venezuela. Mais face à la résistance en Irak et à l'impossibilité d'en exploiter les hydrocarbures, elle a décidé de se réinvestir en Amérique latine. Voilà donc Gustavo Cisneros et son « quatrième pouvoir » à nouveau mis à contribution.

Le Venezuela est une démocratie participative. Sa constitution, inspirée de l'idéal de Simon Bolivar, stipule que tout mandat public peut être révoqué, car ce que le peuple a décidé, le peuple peut le changer. Une pétition signée en quatre jours par 20 % du corps électoral peut convoquer un référendum révocatoire. La semaine dernière, les partisans d'Hugo Chavez ont réuni deux fois plus de signatures que nécessaire pour convoquer des référendums visant à révoquer les députés d'extrême droite qui avaient été impliqués dans la tentative de coup d'État de 2002. Ce week-end, c'était au tour des anti-chavistes de recueillir des signatures pour convoquer un référendum visant à révoquer le président.

Les journaux, les radios et les télévisions de Gustavo Cisneros ont commencé à montrer une réalité virtuelle. Alors que chacun peut constater le soutien populaire massif à Hugo Chavez et la détermination contre lui des seules classes moyennes de la capitale, la télévision montre le contraire.

Une journaliste qui prend symboliquement la place du président

Le président a donné une conférence de presse jeudi au palais de Miraflores, à laquelle j'ai pu assister. Il ne l'avait pas fait depuis la tentative de coup d'État. Une quinzaine de chaînes de télévision et une centaine de journalistes nationaux et étrangers y étaient invités. Mes confrères vénézuéliens et états-uniens se sont comportés non pas en journalistes, mais en agents de propagande. Chacune de leurs questions comprenait des informations mensongères et des insinuations diffamatoires. Ils ont contraint ainsi le président Chavez à se défendre sans pouvoir développer ses propres thèmes. Par exemple, mon collègue de l'agence Reuters a commencé sa question en expliquant que la pétition pour sa révocation dont la collecte de signature ne commençait que le lendemain était sur le point de réunir le quorum des électeurs, pour demander au président s'il accepterait le verdict des électeurs ou s'il ferait un coup de force pour se maintenir au pouvoir. Or, que l'on sache, l'opposition est bien trop minoritaire pour rassembler ce quorum et c'est elle qui, dans un passé récent, a utilisé la force. Tout aussi incroyable, à l'issue de la conférence de presse, lorsque les officiels avaient quitté la salle et que mes confrères rangeaient leur matériel, une journaliste du groupe Cisneros s'est installée devant les insignes de la République, à la place du président, pour enregistrer son commentaire. Dans cet instant, elle a usurpé un décorum pour se parer de la légitimité constitutionnelle.

La manipulation médiatique atteint ici son comble. Il ne s'agissait plus pour une télévision d'opposition de critiquer avec mauvaise foi le gouvernement, mais de substituer à lui. Oui, dans ce cas, la presse est devenue un « quatrième pouvoir ».

Les semaines qui viennent nous diront si le président Hugo Chavez sera ou non déposé par les États-Unis malgré son soutien populaire, mais ce qui se passe actuellement à Caracas nous révèle jusqu'où les médias liés à l'administration Bush peuvent aller dans la manipulation.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Ultime plan de paix pour la solution à deux États

Analyse

Les négociateurs Yossi Beilin et Yasir Abed Rabbo présentent aux lecteurs du *New York Times* l'Accord de Genève. Leur idée principale est de garantir la sécurité d'Israël en créant un État palestinien démilitarisé. Ce faisant, ils prennent acte du *statu quo*, de la colonisation israélienne dans les limites de la Ligne verte, et de l'impossibilité du droit au retour des Palestiniens. L'historien Ze'ev Sternhall leur apporte son soutien dans *Le Figaro*. Il y voit la dernière occasion d'empêcher la transformation d'Israël en État colonial et de prévenir la dilution de son caractère juif dans un État binational, l'ultime possibilité de réaliser la solution à deux États. Cependant, cet accord n'est pas approuvé par Washington, qui s'empresse pour le saboter de soutenir des initiatives concurrentes bien moins légitimes.

Le député arabe israélien Azmi Bishara analyse dans *Dar El-Hayat* la récente tribune de Leslie H. Gelb, dont nous avons rendu compte dans notre édition du 25 novembre. Il observe que les États-Unis entendent diviser l'Irak en trois États distincts, niant ainsi le caractère majoritairement arabe de son peuple et son organisation laïque permettant aux minorités de coexister. Toujours à propos de l'Irak, deux militantes féministes, Hind Makiya et Sawsan Barak, s'indignent dans le *Washington Post* du peu de place faite aux femmes par l'Autorité de la Coalition. Seules deux femmes siègent au Conseil provisoire de gouvernement et aucune au Comité de rédaction de la Constitution.

Le démocrate Henri J. Barkey assure dans le *Los Angeles Times* que les attentats d'Istanbul ne briseront pas les liens entre la Turquie et l'Occident. Il donne une lecture idéologique de ces événements fort éloignée des éléments de l'enquête. Pour lui, ces attentats ont été commis par Al Qaïda en choisissant des cibles mal défendues. L'ennemi, c'est bien connu, est omni-présent, ce qui justifie le déploiement global des troupes US, et il est lâche, ce qui explique qu'il

soit l'ennemi. Avec la même bonne conscience, le républicain Rob Sobhani préconise dans le *Washington Times* un rapprochement des États-Unis avec l'Azerbaïdjan. Certes l'élection du président Aliyev a été contestée, mais quoi qu'il en soit il convient de négocier avec lui pour faire avancer les projets d'exploitation des hydrocarbures du bassin de la Caspienne.

Le philosophe Régis Debray plaide dans *Le Monde* pour une ONU libre de toute influence états-unienne. Tout doit être fait selon lui pour relativiser le poids de Washington au Conseil de sécurité et dans le financement de l'Organisation. En outre, il faut déménager le siège de New York, n'importe où dans le monde, même de manière itinérante, pourvu que ce ne soit plus sur le sol états-unien. Enfin, dans l'*International Herald Tribune*, les directeurs de l'OMS et du programme alimentaire mondial, Lee Jong-wook et James Morris se réjouissent de l'aide financière mondiale à la lutte contre le sida. Mais ils rappellent que cette maladie touche surtout les populations les plus pauvres et que, dans ces conditions, il ne peut y avoir de soin efficaces sans aide alimentaire préalable.

Yossi Beilin, Yasir Abed Rabbo



Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève



Yasir Abed Rabbo est ancien ministre de l'information de l'Autorité palestinienne et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève.

« Un accord dont il faudra se souvenir »

Source : New York Times

Référence : « An Accord to Remember », par Yossi Beilin et Yasir Abed Rabbo, *New York Times*, 1er décembre 2003.

Aujourd'hui, des dirigeants israéliens et palestiniens, issus de la société civile, vont se rassembler pour publier l'accord de Genève, un accord négocié non officiel ayant pour but d'arriver à une paix permanente entre Israéliens et Palestiniens. Cet accord répond à tous les différends entre les deux peuples. Le début de cette initiative remonte à janvier 2001, à la fin des négociations de Taba quand nous avons eu l'impression partagée que nous serions parvenus à un accord si on nous avait laissé quelques semaines de plus. Ce ne fut pas facile de nous rencontrer car les Palestiniens peuvent difficilement voyager à l'étranger et se rendre en Israël et les Israéliens ne pouvaient pas entrer dans les territoires. Nous avons donc négocié dans des voitures, à des checkpoints ou en Suisse quand le gouvernement de ce pays nous y aidait. De chaque côté, nous avons constitué une large coalition et, en octobre, nous avons rendu public un texte d'une cinquantaine de pages dont l'idée centrale est la paix pour Israël en échange d'un État palestinien démilitarisé.

Notre accord n'est pas universellement apprécié, mais nous sommes heureux de le voir remporter l'approbation d'une majorité d'Israéliens et de Palestiniens. Il a déjà un impact sur l'environnement des négociations et nous sommes heureux qu'ils soit soutenu par **Tony Blair**, **Kofi Annan** et Igor Ivanov. Il est encore plus important que nous soyons soutenus par l'administration Bush.

Ze'ev Sternhell



Ze'ev Sternhell est historien, spécialisé dans l'étude des mouvements fascistes et de leurs racines historiques ainsi que sur les racines du sionisme. Il est professeur de Sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem.

« Le nouveau défi sioniste »

Source : Le Figaro

Référence : « Le nouveau défi sioniste », par Ze'ev Sternhell, *Le Figaro*, 1er décembre 2003.

Comme à son habitude, le gouvernement d'**Ariel Sharon** tente de décourager et de déshonorer les colombes israéliennes favorables à l'évacuation des implantations dans les territoires. Le Pacte de Genève est pourtant un bon texte qui s'attaque aux deux principaux obstacles à la paix : le mythe du « retour » des Palestiniens et la colonisation israélienne. Il faut revenir aux frontières de la ligne verte.

Malheureusement, Sharon et Arafat ne veulent pas de ce texte. En Israël, il existe une forte minorité, voire une faible majorité, de partisans du texte, mais ce n'est pas le cas en Palestine et cela empêche Arafat de le soutenir. De son côté, Sharon se réjouit de voir prospérer le nationalisme intégral des colons qui inspire sa politique et il rêve de transférer massivement les Palestiniens en Jordanie. Les travaillistes sont paralysés face à cette opinion qu'ils croient majoritaires.

Je soutiens l'accord de Genève qui fait face à la résignation de la gauche et à l'irréalisme de la droite, qui ouvrent la voie à un État binational qui serviraient les intérêts des extrémistes palestiniens. Les juifs n'ont ni vocation à vivre dans un État colonial ni à être une minorité dans un État binational.

Azmi Bishara



Membre de la communauté arabe israélienne, Azmi Bishara est élu à la Knesset. Le gouvernement Sharon avait tenté de lui interdire de se présenter à la dernière élection législative en raison de ses prises de positions.

« L'arabisme de l'Irak et la judaïté d'Israël »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « Iraq's Arabism And Israel's Jewishness », par Azmi Bishara, *Dar Al Hayat*, 30 novembre 2003

Soumis à des pressions internes et externes qui le pousse à faire des déclarations apaisantes, Sharon n'est pourtant jamais revenu sur le fait qu'il souhaite une séparation des populations. Les Palestiniens n'auraient droit qu'à la moitié de la Cisjordanie et à Gaza et seraient finalement rattachés à la Jordanie. Israël resterait ainsi un État juif.

Des négociations auront lieu en raison de la crise économique en Israël, mais c'est cette conception de la paix qui restera dans l'esprit de Sharon. Même les plus libéraux des juifs israéliens veulent que le caractère juif d'Israël soit reconnu et donc que les pays arabes admettent qu'Israël puissent adopter toutes mesures qu'il jugera appropriées pour conserver ce caractère juif. Après des

années de coopération entre les deux armées, l'armée états-unienne a adhéré à cette idéologie.

De façon non-officielle, les États-Unis suggèrent la division de l'Irak en trois parties séparées, niant ainsi le droit à l'« arabisme » de l'Irak dans une **tribune** de **Leslie H. Gelb** du *New York Times*. Pourtant, l'arabisme de l'Irak, contrairement à la judaïté d'Israël, est fondé sur une donnée culturelle largement partagée et permet la coexistence de toutes les religions dans la laïcité. Pour Washington, toute les identités semblent acceptables sauf l'identité arabe. Leslie H. Gelb va plus loin : il nie l'identité irakienne de l'Irak, désirant créer de petits États sectaires et faire déplacer deux millions de personnes, tel un petit Staline.

À l'instar de Sharon, les États-uniens pensent avoir le droit de diviser nos pays et de nier notre identité comme au temps du colonialisme.

Hind Makiya, Sawsan Barak

Hind Makiya est une exilée irakienne qui est revenue dans son pays en juillet. Elle est membre de Women Waging Peace.

Sawsan Barak est une ingénieure de Hillah qui a perdu des membres de sa famille dans les massacres qui y ont été commis. Elle est membre de Women Waging Peace.

« Les femmes oubliées d'Irak »

Source : Washington Post

Référence : « Iraq's Overlooked Women », par Hind Makiya et Sawsan Barak, *Washington Post*, 30 novembre 2003.

Durant les 35 dernières années, les Irakiennes ont souffert des meurtres, des viols des tortures et des disparitions commis par l'ancien régime. Elles ont perdu leurs proches et ont dû assumer seules les responsabilités de la communauté. Par ailleurs, elles disposent souvent d'une haute éducation. Pourtant, notre voix est systématiquement ignorée en Irak.

Nous sommes satisfaites du renversement de Saddam Hussein et nous reconnaissons l'implications et les sacrifices consentis par les États-Unis pour reconstruire et démocratiser le pays, mais ils échoueront s'ils n'impliquent pas les femmes. Seules trois femmes ont été nommées dans le Conseil de gouvernement irakien, elles ne sont plus que deux depuis l'assassinat d'Akil Hashimi, et l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** n'en a nommé aucune dans la commission chargée de rédiger la constitution. C'est pourquoi les femmes se sont organisées pour faire pression sur l'Autorité. Il faut que le gouvernement états-unien :

- ▶ Organise un dialogue sur la participation des femmes pour assurer la démocratisation de l'Irak.
- ▶ Donne des fonds pour que les femmes puissent s'organiser.
- ▶ Revoit le plan pour inclure les femmes dans les élections et la rédaction de la constitution.
- ▶ Installe un échéancier réaliste pour la démocratisation qui ne tiendra pas compte des élections états-uniennes.
- ▶ Fasse davantage confiance aux Irakiens.

Henri J. Barkey



Henri J. Barkey est président du département des relations internationales de la Lehigh University. Il a été directeur du planning politique du département d'État (1998-2000).

« Les explosions ne briseront pas les liens de la Turquie avec l'Occident »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Blasts Won't Shatter Turkey's Ties to West », par Henri J. Barkey, *Los Angeles Times*, 30 novembre 2003.

Les deux doubles attentats d'Istanbul ont choqué les Turcs qui ont été surpris qu'ils soient l'œuvre de compatriotes. Toutefois, si ces terroristes comptaient isoler les Turcs de leurs alliés occidentaux, ils vont échouer.

Al Qaïda a mené ces attaques pour démontrer qu'il pouvait frapper n'importe où, n'importe quand, mais il a visé des cibles qui ont été sélectionnées parce qu'elles étaient mal défendues. Le consulat états-unien n'a pas été touché car il avait déménagé en juin dans un lieu plus sûr.

Cette attaque n'a pas éloigné Ankara des Occidentaux, même si les radicaux ont accusé la CIA ou le Mossad, comme d'habitude, mais la majorité de la population a compris qu'il s'agissait d'Al Qaïda et cela offre au gouvernement turc la possibilité d'isoler les extrémistes.

Cette attaque révèle cependant les vulnérabilités de la Turquie. Ce pays commençait à peine à sortir de la crise et ces attentats risquent de le toucher durement. En outre, la Turquie, plaque tournante de l'immigration vers l'Europe, est un environnement idéal pour qu'Al Qaïda y développe ses cellules. Pour faire face à ces difficultés, la Turquie doit se rapprocher des gouvernements états-unien et européens.

S. Rob Sobhani



Ancien consultant pour l'Asie centrale de BP Amoco, S. Rob Sobhani est professeur à la Georgetown University et président de Caspian Energy Consulting. D'origine azérie et iraniennne, sa famille a émigré en 1979 aux États-Unis. Il a été candidat républicain aux élections

« Une nouvelle ère en Azerbaïdjan »

Source : Washington Times

Référence : « A new era in Azerbaijan », par S. Rob Sobhani, *Washington Times*, 1er décembre 2003.

La démission forcée d'Edouard Chevardnarze démontre les difficultés rencontrées par les anciennes républiques soviétiques pour passer de l'autoritarisme au pluralisme démocratique. En Azerbaïdjan, allié des États-Unis dans la région, cette transition a conduit Ilham Aliyev au pouvoir et si le département d'État a émis des réserves sur les résultats de l'élection, Washington doit faire des efforts pour travailler avec le clair vainqueur de l'élection.

Avec les responsables du groupe Amoco, j'ai rencontré pour la première fois Ilham Aliyev en 1993 et, plus tard, il avait dirigé la délégation chargée de négocier l'accord international sur le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, aujourd'hui au cœur des intérêts états-unien dans la mer Caspienne. Depuis Aliyev est souvent venu aux États-Unis, amenant avec lui des membres de

sénatoriales de 2000 dans le Maryland.

l'opposition responsable.

Aujourd'hui, Aliyev fait face à un certain nombre de défis dont le premier est la corruption. Il a réussi à écarter ce mal de l'industrie pétrolière, mais pas du reste de l'activité du pays. Les États-Unis doivent donc l'aider. Aliyev veut également parvenir à un accord de paix avec l'Arménie sur l'enclave de Nagorno-Karabagh, un dossier sur lequel **Colin Powell** doit s'investir personnellement. Enfin, Washington doit faire comprendre qu'il n'acceptera pas d'ingérence iranienne dans le pays.

Régis Debray



Ancien compagnon de Che Guevara en Bolivie et ancien conseiller de François Mitterrand, Régis Debray est écrivain et philosophe. Il est rédacteur des *Cahiers de Medialogie*.

« Vive l'ONU libre ! »

Source : Le Monde

Référence : « Vive l'ONU libre ! », par Régis Debray, *Le Monde*, 1er décembre 2003.

On ne peut pas aller vers un autre monde sans aller vers une autre ONU. Comme le rappelle Alain Dejammet dans son livre *Supplément au voyage en Onusie*, la réforme de cette institution n'est pas illusoire. L'ONU est née de la fin de la Seconde Guerre mondiale et la nouvelle organisation pourrait naître des suites de l'agression illégale de l'année 2003. Cependant, toute réforme qui toucherait à la charte de l'ONU n'est qu'utopie car pour la modifier il faudrait l'unanimité des membres du Conseil de sécurité et un vote favorable des deux tiers de l'Assemblée.

On peut en revanche prendre des mesures concrètes qui ne sont pas liées à des textes de la Charte. On pourrait interdire la réélection du secrétaire général de l'ONU et faire passer son mandat de cinq à sept ans pour accroître son indépendance. On ne peut pas accroître le nombre de membres permanents du Conseil de sécurité sans créer des tensions entre pays candidats et accroître les obstructions, mais on pourrait augmenter le nombre de pays siégeant au Conseil et donner à certains un statut « semi permanent ». Il faut rééquilibrer les contributions budgétaires car les États-Unis, avec leur participation s'élevant à 22 % du budget de l'ONU, ont un trop gros moyen de pression.

Il faut surtout délocaliser le siège de l'ONU pour faire échapper l'organisation à l'influence des *think-tank*, de la presse locale, des pressions en tout genre et aux écoutes diverses qui obligent le secrétaire général à aller discuter avec ses hôtes dans les jardins à l'heure où la pelouse est tondue. L'ONU ne doit plus siéger au cœur de l'Empire. L'idée la plus folle et la plus raisonnable peut-être, serait d'installer le siège à Jérusalem, lieu triplement sain et cœur du nœud gordien international, mais on peut également penser à des villes comme Ottawa ou Rio de Janeiro. On pourrait aussi instaurer une mobilité des différentes instances internationales.

Quoi qu'il en soit, il faut transformer l'ONU pour qu'elle soit le gendarme du monde.

Lee Jong-wook, James Morris



Lee Jong-wook est directeur général de l'OMS.

James Morris est directeur exécutif de la Programme alimentaire mondial.

« S'attaquer au SIDA et son allié, la faim »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Attacking AIDS and its ally, hunger », par Lee Jong-wook et James Morris, *International Herald Tribune*, 1er décembre 2003.

La pandémie de sida reste un désastre global mais la bonne nouvelle c'est qu'on lui fait désormais face.

L'OMS a commencé lundi une campagne pour fournir des antirétroviraux à trois millions de personnes dans les pays en voie de développement et l'OMC a annoncé un accord permettant aux pays pauvres d'importer des médicaments génériques. Les organisations humanitaires aident les victimes et le public n'a jamais été aussi bien informé sur le sujet. Le président **George W. Bush** a demandé au Congrès d'accorder 15 milliards de dollars pour inverser la tendance concernant le sida en Afrique et aux Caraïbes. L'Union européenne a donné plus d'un milliard de dollars au Fond contre le sida, la tuberculose et la malaria et 88 millions de dollars à la recherche sur les questions de santé liées aux transmissions par la reproduction. Les fondations **Kaiser Family** et **Bill et Melinda Gates** donnent des traitements et les initiatives de l'ancien président **Bill Clinton** et des législateurs canadiens vont permettre une diminution des prix des médicaments.

Ces traitements ne sont pourtant pas aussi utiles qu'ils pourraient l'être en raison de la malnutrition qui affaiblit les organismes. L'aide alimentaire est une part essentielle de la lutte contre le sida et d'autres infections qui elles mêmes développent les désastres alimentaires. C'est un cercle vicieux qui doit être stoppés par des aides alimentaires. Vaincre la pandémie demande une coordination d'aide alimentaire, d'eau propre et de médicaments.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-unis. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le Pentagone active sa diplomatie officieuse pour relancer la Feuille de route

Référence : « Pentagon funds Track 2 peace plan », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 28 novembre 2003.

Le *Jerusalem Post* rend compte de la donation de 1,5 million de dollars par le Pentagone à un centre académique états-unien, afin d'encourager le dialogue au Proche-Orient. Cet organisme a récemment réuni un groupe d'Israéliens et de Palestiniens, afin d'élaborer un plan pour relancer la Feuille de route de l'administration Bush.

L'un des principaux financiers du président palestinien Yasser Arafat, Muhammad Rashid, figurait parmi les participants, de même que l'ancien directeur de cabinet de Mohammed Dahlan, qui dirigeait les forces de sécurité préventive de Gaza, Abed Alloun. Du côté israélien, la délégation comprenait le travailliste Ephraïm Sneh, l'ancien officiel du ministère des Affaires étrangères et du Mossad, David Kimche, et l'analyste des questions de défense pour *Ha'aretz*, Ze'ev Schiff.

Le plan a été élaboré au cours d'une conférence qui s'est tenue le 7 et 8 novembre 2003 en Jordanie, à l'initiative du Center for International Relations de Ronald W. Burkle, basé à UCLA. Cet organisme rédige des projets permettant de maintenir le dialogue entre les parties lorsque les négociations officielles sont rompues.

Le financement aurait été effectué via le Centre d'études stratégiques pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, à la National Defense University, qui supervise le contrat avec le Centre Burkle. Son programme pour le Proche-Orient intitulé Track Two a été fondé par les États-Unis dès le milieu des années 1990.

Le parlementaire états-unien démocrate, Howard Berman, a indiqué qu'il avait fréquemment assuré le financement de cette initiative, qui apparaît dans les lignes du budget du Département de la Défense : « *Lorsque les négociations multilatérales se sont effondrées dans les années Oslo, Steve Spiegel a trouvé l'idée d'essayer de rassembler des gens venant d'Israël, des pays arabe et des États-Unis de manière informelle à cause de questions politiques et de l'absence de relations diplomatiques* ».

Le plan élaboré comporte plusieurs recommandations :

► il préconise un cessez-le-feu indéfini entre l'Autorité palestinienne et Israël, qui serait sous contrôle d'une commission trilatérale regroupant les États-Unis,

Israël et l'Autorité palestinienne. Ceci diffère des précédentes trêves négociées par les Palestiniens avec les factions militantes armées, et qui n'impliquaient ni Israël, ni les États-Unis.

- ▶ la future construction d'une « *clôture de sécurité* » doit suivre « *globalement la Ligne verte* »
- ▶ l'établissement d'une association proche-orientale contre le terrorisme, qui réunirait les États-Unis, l'Égypte, la Jordanie, Israël, l'Autorité palestinienne et le Conseil de gouvernement transitoire irakien, avec un quartier-général au Caire.
- ▶ en tant que transition entre la phase I et la phase II de la Feuille de route, un programme pilote devrait être mis en œuvre dans la bande de Gaza, reposant sur l'évacuation des communautés israéliennes à la suite de la mise en place d'une période de stabilisation et de l'arrêt total des attaques terroristes.
- ▶ une Feuille de route économique en trois volets doit être présentée afin d'améliorer la situation au sein de l'Autorité palestinienne.
- ▶ dans le cadre du cessez-le-feu, l'Autorité palestinienne devrait « *prendre des mesures concrètes* » pour empêcher le Hamas, le Jihad islamique, et les autres groupes de lancer des attaques, en démantelant les milices illégales, en fermant les armureries et en réduisant le trafic d'armes.
- ▶ Israël de son côté serait incité à relâcher davantage de prisonniers palestiniens, à lever les contrôles routiers et à augmenter le nombre de permis de travail attribués aux Palestiniens, tout en démantelant les avant-postes illégaux.
- ▶ La communauté internationale devrait verser une aide d'urgence d'environ un milliard de dollars aux Palestiniens.
- ▶ Le plan recommande à l'Égypte et à la Jordanie de renvoyer un ambassadeur en Israël, et au Maroc, à la Tunisie et au Qatar d'initier une reprise des relations diplomatiques.

Le plan ainsi défini commence à circuler au sein de l'administration Bush, et il n'est pas encore évident que ses responsables en suivront les recommandations. Le secrétaire d'État Colin Powell a déjà vanté d'autres initiatives Track Two, y compris les accords de Genève, dont il doit rencontrer les auteurs, Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo. Powell et le vice-secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz ont évoqué avec enthousiasme l'autre initiative lancée par l'ancien chef des services du Shin Bet, Ami Ayallon et l'universitaire palestinien, Sari Nusseibeh.

Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.



Le Jerusalem Post est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

La cérémonie de ratification des Accords de Genève divise l'Autorité palestinienne

Référence : « Arafat rejects Geneva, but lets officials attend launch », par Arnon Regular, Yossi Verter et Mazal Mualem, *Ha'aretz*, 1er décembre 2003. « Fatah official : Initiative designed to divide Israelis », par Kaled Abu Toameh et Lamia Lahoud, *Jerusalem Post*

Les officiels palestiniens ont été contraints de tergiverser, dimanche 30 décembre 2003, avant de finalement accepter, à la dernière minute, de se rendre au lancement officiel des Accords de Genève qui doit survenir ce lundi. Les négociateurs palestiniens, qui ont été menacés par des membres des factions armées palestiniennes avaient au départ exigé une lettre de Yasser Arafat et du Comité central du Fatah soutenant leur initiative. Yasser Arafat ayant refusé, ils ont accepté de faire une déclaration publique selon laquelle ils se rendent à cette cérémonie avec son autorisation, en tant que citoyens indépendants.

Le président de l'Autorité palestinienne a néanmoins souligné que ni lui, ni l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) n'avaient officiellement accepté le plan de paix, qui a été négocié sans son consentement entre des officiels palestiniens et des membres de l'opposition israélienne. D'après un proche de Yasser Arafat cité par *Ha'aretz*, le président palestinien ne souhaite pas donner un accord écrit aussi tôt : « Arafat n'a pas donné son accord écrit à [l'ancien Président états-unien Bill] Clinton sur un accord définissant un statut permanent, et il n'y a aucune raison de le donner maintenant à [Yossi] Beilin », le principal protagoniste israélien des négociations.

Selon Yossi Beilin, ce débat au sein de l'appareil d'État palestinien montre de manière « très claire qu'ils sont en train d'avoir leur propre débat. Cela illustre simplement les difficultés auxquels sont confrontés les deux côtés ».

Dans un tract, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa ont qualifié les négociateurs de « traîtres », un terme lourd de sens qui souvent désigne une future cible. La maison de l'ancien ministre palestinien, Yasser Abed Rabo, partie prenante des négociations, a été la cible de tirs d'armes à feu au cours du week-end. Des activistes du Hamas et du Fatah ont bloqué pendant 45 minutes des membres de la délégation qui quittaient Gaza pour Genève.

Cette délégation comprend le ministre Hisham Abd al-Raziq et le parlementaire Abdel Khader, ainsi qu'un membre du Fatah, Qadoura Fares. Le conseiller à la sécurité nationale, Jibril Rajoub, se joindra également à eux. Plusieurs centaines de responsables palestiniens ont cependant décidé d'annuler leur voyage.

Yasser Arafat considérerait, d'après des pro et des anti-Genève, que les auteurs du projet « collaborent avec le projet sioniste états-unien », mais souhaitait que des responsables palestiniens se rendent tout de même à la cérémonie pour embarrasser le Premier ministre israélien Ariel Sharon.

Seront également présent à la cérémonie l'ancien président états-unien, Jimmy Carter, l'ancien président polonais Lech Walesa, le ministre des Affaires

étrangères qatari et des émissaires d'Oman, du Bahreïn, du Maroc et de l'Égypte

Le *Jerusalem Post* rend compte, pour sa part, des pressions qui ont été exercées sur un grand nombre d'officiels palestiniens de second rang qui devaient se rendre à Genève pour la cérémonie de signature de l'accord de paix négocié officieusement par des responsables palestiniens et des membres de l'opposition israélienne. Le quotidien israélien parle ainsi d'une « *campagne de terrorisme et d'intimidation* ».

Parmi ceux qui ont finalement décidé de boycotter la cérémonie de Genève, deux officiels du Fatah, Hatem Abdel Kader et Muhammed Hourani, qui ont pourtant largement participé aux discussions.

Interrogé par le *Jerusalem Post*, Abdel Kader a déclaré que le but principal des accords de Genève était de créer un schisme en Israël et miner le terrain du gouvernement d'Ariel Sharon, afin de « *bloquer la croissance de la droite israélienne* ». Devant le refus du président Yasser Arafat de soutenir l'initiative, il a finalement décidé de ne pas se rendre en Suisse.

« *Nous ne voulons pas nous retrouver comme [l'universitaire de Jérusalem] Sari Nussaibah, qui est devenu une cible depuis son initiative de paix menée avec [l'ancien responsable des services du Shin Bet] Ami Ayalon* », a-t-il déclaré. Selon lui, « *certaines dirigeants du Fatah tentent d'exploiter l'accord pour mobiliser contre nous et organiser des manifestations de rue* ».

Kadoura Fares, ministre d'État dans le nouveau gouvernement palestinien d'Ahmed Qureih, et qui avait également participé aux négociations, a déclaré qu'il avait reçu le feu vert d'Arafat pour se rendre à Genève. Il a ajouté que « *certaines membres irresponsable du Conseil central du Fatah ne comprennent pas que l'un des buts de l'accord de Genève est de créer des dissensions dans la rue israélienne et de déstabiliser le gouvernement Sharon, et non de créer des divisions au sein du Fatah ou du peuple palestinien* »

Jordan Times

Le roi Abdullah de Jordanie se fera l'écho à Washington des revendications palestiniennes

Référence : « *King meets Qureia, Burns for Mideast peace talks* », par Alia Shukri Hamzeh, *Jordan Times*, 1er décembre 2003.

Le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a été reçu, dimanche 1er décembre 2003, par le roi Abdullah de Jordanie. Il lui a présenté des propositions pour ressusciter le processus de paix et ouvrir la voie à une trêve entre les deux pays.

Au cours de la réunion, qui s'est tenue à Beit Al Baraka, le roi Abdullah a déclaré que les plans israéliens d'expansion des colonies et de construction du mur de séparation mettent à mal les efforts entrepris pour raviver les négociations. Le détail des propositions palestiniennes n'a pas filtré, mais Ahmed Qureih a indiqué, selon l'agence de presse officielle jordanienne, Petra News Agency,

qu'une trêve ne pourrait être mise en place que si Israël cesse sa politique d'assassinats et de construction de colonies. Il a ajouté que l'hypothèse d'un État palestinien viable serait anéantie si la construction du mur se poursuit. Le souverain jordanien doit se rendre à Washington cette semaine, pour y évoquer avec le président états-unien, George W. Bush, le processus de paix au Proche-Orient et la situation irakienne. Il devrait relayer les propositions palestiniennes auprès des officiels états-uniens.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Les négociateurs israéliens et palestiniens tentent d'organiser une rencontre entre Ariel Sharon et Ahmed Qureih

Référence : « Mofaz, Burns affirm commitment to 'road map' », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 1er décembre 2003.

L'émissaire états-unien au Proche-Orient, William Burns, a clairement indiqué, au cours des entretiens qu'il a eus avec les dirigeants israéliens, dimanche 30 novembre 2003, que, du point de vue états-unien, la Feuille de route était le seul moyen de faire avancer le processus de paix.

William Burns, qui est arrivé en Jordanie, samedi 29, pour y rencontrer le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a rencontré dimanche le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, ainsi que son ministre des Affaires étrangères, Silvan Shalom, et le ministre de la Justice, Yosef Lapid.

« *Nous continuerons à travailler avec le gouvernement israélien, comme nous le faisons avec les Palestiniens, afin qu'il remplisse ses obligations, et cela inclut la question du démantèlement des avant-postes non-autorisés* », a déclaré l'émissaire états-unien. La question des avant-postes, ainsi que la construction de la « *clôture de sécurité* » et les appels de Washington pour qu'Israël améliore la situation humanitaire des Palestiniens dans les territoires occupés, ont été des thèmes récurrents des discussions entre William Burns et ses interlocuteurs israéliens.

Après avoir rencontré Silvan Shalom, il a ainsi pu déclarer que les États-Unis avaient identifié « *un moment opportun en ce moment concernant la Feuille de route* ».

Pour le ministre des Affaires étrangères israélien, l'émissaire états-unien n'est pas venu à Jérusalem avec un « *emploi du temps détaillé pour le processus de paix*. Il n'y a aucun doute que les États-Unis aimeraient voir les discussions reprendre dès que possible. Les Palestiniens comprennent que nous parlons d'une petite fenêtre d'opportunité ».

Le directeur de cabinet d'Ariel Sharon, Dov Weisglass, a rencontré dimanche son homologue palestinien, Hassan Abu Libdeh, afin de discuter d'une éventuelle rencontre entre les deux Premiers ministres. Le ministre des Négociations palestinien, Saeb Erekat, était également présent, ainsi que Shalom Tourgeman, le conseiller en politique étrangère d'Ariel Sharon. D'après

un communiqué de l'équipe du Premier ministre israélien, les échanges ont eu lieu dans une « *atmosphère positive* » et les deux parties ont accepté de se rencontrer à nouveau « *bientôt* » pour rediscuter de cette rencontre au sommet. Saeb Erekat a indiqué au *Jerusalem Post* qu'il avait fait part à Dov Weisglass des efforts menés par l'Autorité palestinienne pour parvenir à un cessez-le-feu avec les factions militantes armées palestiniennes, tout en demandant à Israël de se conformer à la Feuille de route, « *ce qui inclut le gel de toutes les activités de colonisation, y compris la croissance naturelle* ».

Le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a indiqué récemment qu'il souhaitait que la construction du mur de séparation soit suspendue avant toute rencontre avec Ariel Sharon. Ce dernier a répondu qu'il n'accepterait aucune condition préalable à cette rencontre.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Tony Blair pourrait s'engager prochainement en faveur de la Feuille de route

Référence : « Blair set to endorse accord », par Douglas Davis, *Jerusalem Post*, 1er décembre 2003.

Le Premier ministre britannique, Tony Blair, devrait donner son soutien aux accords de Genève, qui doivent être signés, lundi 1er décembre 2003.

Le principal auteur de cet accord est en effet Danny Levy, un proche de l'ancien ministre de la Justice israélien Yossi Beilin et fils de l'émissaire personnel de Tony Blair au Proche-Orient, Lord Michael Levy, l'un des principaux bailleurs de fond du Parti travailliste.

D'après les informations rapportées par le *Jerusalem Post*, Michael Levy aurait persuadé le Premier ministre de soutenir l'initiative en rencontrant Yossi Beilin et son homologue palestinien, Yasser Abed Rabbo. Cette entrevue pourrait avoir lieu prochainement, selon les propos du négociateur israélien cités par le *Sunday Times* londonien.

Tony Blair a déclaré la semaine dernière que cette initiative « *encourage le débat, rappelle aux gens que la paix vaut la peine de travailler, et montre que les Israéliens et les Palestiniens sont capables d'être des partenaires pour la paix et de travailler ensemble pour les encourager à retourner à la table des négociations* ». Selon lui, cette initiative n'est pas contradictoire avec la Feuille de route qui « *n'a jamais été un accord de paix, juste un moyen d'y parvenir* ».

Suisse



Communiqué de l'office fédéral de Justice suisse sur la réhabilitation des résistants au nazisme

Les jugements pénaux condamnant des personnes ayant aidé des victimes du régime national-socialiste à fuir vont être annulés. De plus, les personnes concernées seront réhabilitées. Le Conseil fédéral a fixé au 1er janvier 2004 l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'annulation des jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir. Elaborée suite à une intervention parlementaire, la loi a pour but d'annuler les jugements pénaux ressentis aujourd'hui comme une violation grave de la justice. Sont concernées par cette loi les personnes qui ont été condamnées parce qu'à l'époque du nazisme, elles ont aidé des victimes des persécutions à fuir ou ont hébergé des fugitifs sans les annoncer aux autorités. La loi institue un double mécanisme. Elle annule, d'une part, l'ensemble des jugements entrés en force prononcés par la justice militaire ainsi que par les tribunaux pénaux fédéraux ou cantonaux contre des personnes ayant aidé des fugitifs. Ces personnes sont toutes réhabilitées. D'autre part, la Commission des grâces de l'Assemblée fédérale, fonctionnant ici comme une commission de réhabilitation, constatera, sur demande ou d'office, que l'acte général d'annulation s'applique à un jugement pénal donné. L'annulation d'une condamnation n'ouvre toutefois aucun droit à des dommages-intérêts ou à une indemnité pour tort moral. Les personnes condamnées, leurs proches ou des organisations qui se consacrent à la défense des droits de l'homme ou à la mise à jour de l'histoire suisse à l'époque du nazisme pourront adresser une demande à la commission de réhabilitation à partir du 1er janvier 2004. Les demandes visant à faire constater qu'un jugement donné est annulé par la loi seront accompagnées d'une copie du jugement ou d'une indication sur le lieu où ce jugement peut être retrouvé. La commission transmettra les demandes à l'Office fédéral de la justice (OFJ), qui sera chargé de préparer les bases sur lesquelles elle se fondera pour prendre ses décisions.

Fédération de Russie



Déclaration du ministère russe des Affaires étrangères à propos de la réhabilitation des nazis en Estonie

Les tentatives de commémorer les collaborateurs des nazis, sous des prétextes divers, n'ont rien de nouveau en Estonie. Ainsi, l'an dernier, à l'initiative d'anciens de la division estonienne des Wafen-SS, des efforts ont déjà été déployés pour ériger un monument à Põrnu. À l'époque, les promoteurs de cette idée ne croyaient même pas nécessaire de camoufler leurs intentions et ont directement érigé le monument sous forme d'un personnage en uniforme estonien, mitraillette à la main. Après plusieurs protestations de l'opinion, tant en Estonie qu'à l'étranger, le monument avait été démonté.

Aujourd'hui, ce monument est présenté comme la commémoration des "combattants pour le rétablissement de l'indépendance étatique de l'Estonie pendant la Seconde Guerre mondiale", bien que tout le monde comprenne parfaitement que les plans du régime hitlérien, qui servaient les légionnaires estoniens des SS, n'avaient jamais compris l'aide au rétablissement de l'État estonien, liquidé par suite de l'agression de l'Allemagne nazie.

On ne peut malheureusement que regretter qu'en Estonie des responsables politiques en exercice, y compris des représentants des partis de la coalition gouvernementale, participent à des manifestations de ce genre. Concernant les SS et les unités structurelles de cette organisation criminelle, ainsi que les personnes qui y ont servi, l'Histoire même a tranché une fois pour toutes à leur égard par les verdicts du tribunal de Nuremberg.